

**Conseil communautaire du 29 novembre 2012**  
**Débat d'orientations budgétaires**  
**Intervention d'Antoine Maurice, président du groupe EELV**

---

Monsieur le président, cher(e)s collègues,

Ce débat d'orientation budgétaire annuel, c'est d'abord l'expression d'un projet politique. Le contexte économique et financier nous appelle plus que jamais à montrer qu'un autre chemin est possible.

Un autre chemin est possible que celui de l'austérité et de la seule rigueur budgétaire. Le chemin du changement, il est maintenant, et il doit se faire vraiment.

Pour notre budget 2013, sur le volet ressources, comme vous l'avez présenté, nos marges de manœuvre sont faibles, et nous pouvons tout au plus jouer sur une hausse raisonnable de la fiscalité.

Mais qui dit marges faibles sur les ressources, implique encore plus d'imagination et de responsabilité pour les emplois.

Arbitrer, prioriser, voilà aujourd'hui encore plus qu'hier où se situe notre responsabilité.

Pour notre groupe EELV à la CUTM, ces choix doivent être guidés par les critères cumulés d'utilité sociale et d'utilité environnementale. Et c'est ainsi que nous nous sommes toujours positionnés, même si nos analyses et nos choix n'emportent pas toujours l'adhésion de la majorité.

Cela se traduit, concernant les investissements, sur la priorité donnée aux projets :

- de déplacement tels que la ligne Garonne, ou le plan vélo ;
- au développement économique, en accompagnant l'ensemble des acteurs, et en premier lieu les PME qui portent notre aspiration à une diversification économique et encourager plus fortement l'économie sociale et solidaire, qui constitue une véritable réponse à la crise ;
- aux projets urbains et au grand projet de ville ;

Les investissements coûteux, non prioritaires, ou aberrants, comme le PEX ou la LGV, pour nous c'est non.

Monsieur le Président délégué, en commission finances, vous avez évoqué la possible évolution de certains investissements, notamment liée à des décisions nationales, et vous avez cité, à mon avis à juste titre, un possible retard de la LGV.

Nous souhaitons que notre collectivité, via la conférence des Maires et les groupes politiques, puissent aborder sereinement ce débat, en amont des décisions nationales, notamment concernant la LGV, dont l'obstination à la maintenir éloigne chaque jour un peu plus les chances de voir enfin un TGV arriver à Toulouse, ou encore d'autres investissements pour nous non prioritaires, tel que le PEX.

Concernant le fonctionnement, tout d'abord, comme nous l'avions déjà dit l'année dernière, et comme le rapport de la Chambre Régionale des Comptes le confirme, plus que jamais, nous croyons indispensable de travailler davantage à de véritables pactes financiers et fiscaux entre

nos communes et EPCI, pour fixer les objectifs et les moyens des politiques communales et intercommunales sur le même territoire.

Aujourd'hui, notre budget consacre trop de ressources aux versements aux communes, près de 50% des recettes de fonctionnement, ce qui ne nous permet pas encore de construire une véritable et globale politique communautaire, alors même que les besoins actuels sont déjà importants, et que l'évolution métropolitaine appelle de nouvelles actions, comme en témoignent les 10 M consacrés au rayonnement métropolitain.

Pour ce budget 2013, nous devons réaffirmer la priorité donnée au secteur des transports.

Il n'est pas pour nous question d'opposer les transports aux autres politiques, mais de rappeler que les transports conditionnent toutes les autres, y compris le rayonnement métropolitain.

Monsieur le Président, depuis plusieurs mois, à différentes occasions telles que la table ronde consacrée aux transports, lors de réunions publiques dans le cadre de la consultation et enquête publique relative au PDU, vous avez affirmé l'engagement financier de notre collectivité en faveur de la politique de transports en commun, notamment par l'augmentation annuelle de 10 M du budget de participation au SMTC.

Aujourd'hui, les hypothèses de travail proposent de maintenir le montant actuel pour 2013 et 2014, puis d'envisager une reprise de l'augmentation.

Concrètement, cet arrêt de la progression de l'engagement financier correspondrait en 2020 à une diminution de 150 M d'euros de l'effort prévu par notre collectivité.

Nous considérons que cette hypothèse serait le signal d'un renoncement à faire des transports une priorité.

Lors de la commission finances, il m'a été expliqué qu'au vu des ressources apportées par le versement transports, et des emprunts que le SMTC a obtenus, l'augmentation de la contribution au SMTC ne serait pas nécessaire ces deux prochaines années, pour mettre en œuvre le PDU...

Permettez moi de m'étonner quand même que nous n'ayons plus besoin de ces 150 M d'ici à 2020 pour mettre en œuvre le PDU voté.

Et au-delà, si nous pensons que les finances sont un outil et non une fin, il nous semble que notre territoire appelle des besoins financiers importants pour être au rendez-vous de l'urgence, et de nos engagements.

Ces 10 M supplémentaires, quand bien même ils ne seraient pas forcément utiles pour lever des emprunts concernant les gros investissements, nous seront précieux en fonctionnement pour développer des offres nouvelles telles que les lignes Chronobus dont le rythme d'une ligne par an pourrait être accéléré à deux par an par exemple.

Il ne s'agit pas pour les écologistes de grever davantage notre épargne, mais bien de trouver dans notre budget de fonctionnement de 695 M, la marge de 10 M...outre qu'elle est nécessaire, nous la croyons possible, notamment au travers d'un nouveau pacte financier entre la Communauté urbaine et les communes.

Le maintien de l'effort financier de 10 M supplémentaires par an est donc pour les écologistes une nécessité, l'exigence du respect d'un engagement politique, l'urgence de relever un défi écologique et social sur notre territoire.

Investir dans les transports, c'est investir pour un territoire plus sobre, plus efficace, plus durable et une économie moins vulnérable aux chocs énergétiques.

Engager un budget ambitieux pour les transports de notre territoire : nous le voulions, nous le pouvons, alors faisons le !